



SUJET : ARS AUVERGNE EHPAD NUTRITION MEDICAMENT SECURITE DES SOINS GERONTO DEPENDANCE

Un quart des résidents d'Ehpad sont dénutris, montre une étude-action de l'ARS Auvergne

CLERMONT-FERRAND, 1er mars 2012 (APM) - Les premiers résultats d'une étude-action menée par l'Agence régionale de santé (ARS) d'Auvergne et le centre hospitalier universitaire (CHU) de Clermont-Ferrand montrent qu'un quart des résidents d'établissements d'hébergement pour personnes âgées dépendantes (Ehpad) sont dénutris, a-t-on appris jeudi.

Dans un communiqué de presse, l'ARS Auvergne explique qu'elle a lancé en juin 2011, avec l'appui du CHU, une étude-action, prévue sur deux ans et demi, qui porte sur la dénutrition et la iatrogénie médicamenteuse dans les Ehpad de la région.

L'Auvergne compte 226 Ehpad, hébergeant 18.000 résidents. Après sept mois d'enquête, des données ont été collectées dans 41 Ehpad accueillant 4.000 personnes âgées. Ces informations ont été exploitées, pour le moment, sur un échantillon de 1.073 résidents de 21 Ehpad, a précisé à l'APM Martial Dangin, ingénieur de recherche pour l'ARS.

Un quart de ces résidents sont dénutris, et 5% en état de dénutrition sévère. Ces résultats sont "relativement conformes" aux données produites par d'autres études nationales et internationales, pour lesquelles le taux de dénutrition "fluctue entre 15% et 40%", a commenté Martial Dangin.

Près d'un tiers de cas de dénutrition (29%) ne sont pas diagnostiqués et ne sont donc pas pris en charge, indique le communiqué de l'ARS Auvergne. Cela est dû notamment à la sous-utilisation des outils de dépistage préconisés par la Haute autorité de santé (HAS).

Les personnes qui ingèrent des repas hachés ou mixés et les sujets les plus dépendants (GIR 1 et 2) sont particulièrement exposées, avec respectivement 37% et 33% de dénutris.

L'étude montre d'importantes disparités entre établissements. Dans certains Ehpad, les stratégies de prise en charge et de suivi de l'efficacité de la renutrition sont peu adaptées. D'autres ont "des protocoles très complets et particulièrement efficaces" qui se traduisent par un faible taux de dénutrition (9% à 13%).

HUIT MEDICAMENTS PAR JOUR EN MOYENNE

Concernant la iatrogénie, l'analyse des prescriptions révèle une prise moyenne de huit médicaments différents par jour et par résident. 21% en ingèrent entre 10 et 15, et 3% plus de 15. Ceci élève considérablement le risque de survenue d'événements indésirables, rappelle l'ARS.

Les benzodiazépines sont consommées par 46% des résidents. Elles exposent les consommateurs à des troubles du comportement ou de la mémoire, ou encore à des chutes, poursuit l'agence.

Des interactions médicamenteuses sont retrouvées dans 79 % des ordonnances. Les associations contre-indiquées et déconseillées représentant les deux niveaux les plus graves en terme de risque pour la santé concernent respectivement 4,2% et 12,2% des ordonnances.

La situation varie beaucoup suivant les Ehpad, tant au niveau du nombre de médicaments prescrits que des contre-indications.

Là encore, les données sont conformes à celles suggérées par d'autres études, note Martial Dangin. Il souligne un aspect original de l'enquête de l'ARS, qui étudie le risque iatrogène et non pas les événements indésirables graves constatés.

"DEMARCHE PARTICIPATIVE"

Outre le fait de produire des résultats statistiques, l'étude-action permet de réaliser un état des lieux dans chaque établissement et de travailler avec le directeur sur des pistes d'amélioration, dans une "démarche participative", a poursuivi l'ingénieur de recherche.

Chaque Ehpad reçoit un rapport d'une quarantaine de pages, qui souligne les points forts et les faiblesses de l'établissement. Ce document rappelle également les recommandations de la HAS, de l'Agence française de sécurité sanitaire des produits de santé (Afssaps) et de sociétés savantes de gériatrie.

Une réunion regroupant sept à 15 établissements est ensuite organisée pour leur présenter des résultats globaux. Elle permet à chaque Ehpad de se situer par rapport à l'ensemble et d'engager des discussions avec les experts du comité de pilotage. Ce comité regroupe huit professionnels, dont trois gériatres, deux pharmaciens hospitaliers, deux psychiatres et un médecin coordonnateur d'Ehpad.

Un an après le retour d'informations, une étude d'impact doit avoir lieu dans les établissements pour vérifier l'efficacité des actions entreprises.

Selon Martial Dangin, l'ARS espère intégrer, à terme, 11.000 résidents à l'étude, ce qui constituerait l'échantillon le plus important constitué en France sur les deux thèmes couverts.

nc/ab/APM polsan
redaction@apmnews.com

NCPC1003 01/03/2012 19:18 ACTU

©1989-2012 APM International.